

LE BEL AVENIR,
DE LA SECURITÉ SOCIALE

ACCÉDER AUX DROITS

Ce n'est pas tout d'avoir des droits. Le chemin pour y accéder est parfois bouché.

Source : Stock.XCHNG



LES PAUVRES ET NOS SYSTÈMES

Chronique de rendez-vous manqués

Le mantra contemporain de la responsabilisation individuelle touche en premier lieu les personnes pauvres. Consommer, avoir des rêves et des désirs, ce n'est pas pour elles.

CHRISTINE MAHY

secrétaire générale du Réseau wallon de lutte contre la pauvreté, présidente du Réseau belge de lutte contre la pauvreté

A l'heure où le discours sur l'inclusion est omniprésent, il serait judicieux de se demander en quoi les personnes en situation de pauvreté, les personnes au bord du gouffre, les personnes aujourd'hui fragilisées, sont à inclure.

Accompagner, supporter, conseiller, encadrer, donner la main, stimuler, sanctionner, cadrer... sont autant de termes qui définissent toutes sortes d'interventions sociales assumées par des travailleurs à destination des populations dites à inclure.

Finalement, les personnes fragilisées « servent largement » un système au sein duquel elles sont un très grand pourvoyeur d'emplois dans le secteur public et le secteur non marchand. Mais à quand un emploi stable, de qualité, justement rémunérateur pour celles-ci ?

À l'heure où être un bon citoyen c'est aussi être un bon consommateur, puisque faire fonctionner l'économie capitaliste c'est consommer pour que l'argent circule et pour produire du capital, les personnes à faibles ressources servent largement le système. Elles consomment tout ce qu'elles reçoivent pour vivre ou survivre. Pas de doute qu'augmenter leurs revenus ne ferait d'elles que de meilleurs citoyens, car cela leur permettrait juste d'améliorer leur quotidien en dépensant la totalité du revenu pour satisfaire des ►

DERRIÈRE LES CHIFFRES, LES GENS (I)

Freins et coups de pouce à l'emploi

Impossible de parler de sécurité sociale sans parler d'un de ses secteurs : celui du chômage, et collatéralement celui des mesures mises en place, cette responsabilité qui glisse de plus en plus de la responsabilité sociétale à la responsabilité individuelle.

Derrière les chiffres de dépenses et de recettes de la sécurité sociale, il y a des gens.

Les « Actions intégrées de développement » constituent un des réseaux associatifs d'accompagnement de demandeurs d'emploi, en Wallonie et à Bruxelles. Pour l'essentiel, le réseau est constitué d'organismes d'insertion socio-professionnelle (OISP) et d'entreprises de formation par le travail. Il y a aussi des initiatives d'emploi dans la philosophie de l'économie sociale.

Avec la collaboration des Travailleurs sans emploi de la Confédération des syndicats chrétiens, les AID ont voulu mener une démarche d'éducation permanente : non pas parler à la place de demandeurs d'emploi mais proposer à quelques-uns de ceux-ci, tout premiers concernés, de s'exprimer sur leur vécu, leur situation, leur manière d'appréhender les questions. Parler de leur situation vécue au quotidien mais aussi l'analyser, se mettre en perspectives d'action tant individuelle que collective.

Nous n'avons pas réalisé une enquête mais mené des animations dans une série de nos centres. 350 demandeurs d'emploi en processus d'insertion ont été impliqués. Nous avons proposé de croiser les expériences individuelles, de donner matière à comprendre ce qui est vécu, pour pouvoir mesurer où commence la responsabilité individuelle et où elle s'arrête. Il s'agissait de permettre de percevoir les mécanismes sociaux qui aident les personnes ainsi que ceux qui les freinent. Qu'elles aient ainsi la possibilité de faire des propositions pour améliorer les outils et dispositifs mis en place par la collectivité, et qui sont censés les aider.

Ce travail a donné lieu à la réalisation de deux outils :

■ La réalisation d'un DVD ;

■ Un dossier plus complet reprenant l'expression des stagiaires, « Parcours d'insertion, le pouvoir de choisir? », avec comme sous-titre « Et si trouver un emploi dépendait de bien autre chose que de le vouloir? ».

Nous avons choisi de reproduire ici les témoignages de Manu, Francine, Jérôme et Fatima, tels qu'ils s'expriment dans le DVD.

Les AID sont reconnues par différentes instances. Selon les situations : le Fonds social européen, la Région wallonne, le Forem, la Région de Bruxelles-Capitale, la Cocof, Actiris et Bruxelles-Formation. ■

JOËL GILLAUX directeur des Actions intégrées de développement (AID)

L'assistance prend une proportion surdimensionnée, jouant littéralement la fonction de « camion-balai » des politiques structurelles déficientes.

► besoins de base. Mais à quand des revenus décents permettant d'accéder à des conditions de vie correctes dans le cadre d'une autonomie respectée ?

À l'heure où la culpabilisation est maximale vis-à-vis des personnes « dont l'emploi s'est éloigné », le travail que celles-ci produisent au profit de la collectivité dans des projets qui leur sont proches n'est pas pris en considération comme apport au fonctionnement de la société. Pire, par moments, l'investissement bénévole des personnes sera valorisé ou survalorisé dans un type de discours, mais les mêmes personnes seront « poursuivies » dans le cadre d'un Plan d'accompagnement des chômeurs qui ne légitime que le seul emploi, à n'importe quel prix, ou seront conduites à l'exclusion. Pourtant, si elles ne sont pas à l'emploi, elles sont bel et bien au travail ! À quand la reconnaissance des potentialités et l'écoute du plaisir de s'investir dans un travail qui donne sens en étant utile à la collectivité ?

En 2010, année européenne de lutte contre la pauvreté, nombreux ont répété à l'envi que pour s'enrichir, il faut produire des pauvres ! C'est tellement visible qu'il faut légitimement se poser la question de comment cette cécité sur une évidence est si grande... si ce n'est qu'elle soit utile dans un cadre européen et mondial qui fait des populations des objets. Aujourd'hui, à travers la crise, le modèle capitaliste a fait la preuve patente de sa perversité, car il n'est pas mis à mal alors qu'il produit le mal et organise en un même mouvement la production des pauvres et « leur traque ». Oui, il y aura de l'emploi en plus demain par l'engagement « des personnes appauvries ou en

risque d'appauvrissement » pour « contenir les pauvres ». Il s'agit ou s'agira encore davantage de sanctionner, responsabiliser, moraliser, instrumentaliser, culpabiliser, conditionner !

Une pauvreté importante, un appauvrissement sérieux, dans une société avec un système de sécurité sociale fort !

Malgré une sécurité sociale forte, qu'il nous faut absolument défendre pour ce qu'elle est : un bon modèle qui devrait s'imposer au plan européen plutôt que nous-mêmes nous engager dans un processus de nivellement vers le bas, malgré le fait qu'il n'y ait jamais eu autant de richesses qu'aujourd'hui, force est de constater que l'écart entre les personnes en situation aisées et les personnes en situation de pauvreté se creuse. Les moyennes effacent en général la visibilité des situations extrêmes.

Alors que notre pays avait toutes les raisons d'être fier d'un système de sécurité sociale et d'un filet d'aide sociale garantissant à tous les citoyens de pouvoir vivre dans des conditions de vie correctes quels que soient les événements de la vie à assumer, le glissement vers les droits conditionnés a considérablement modifié les choses. Les personnes qui connaissent des difficultés se perçoivent comme incapables de s'assumer, comme faisant partie de celles qui tirent la société vers le bas, pire qui contribuent à creuser le gouffre de la dette publique. Les professionnels du social devenant quant à eux plus des vérificateurs/contrôleurs/sanctionneurs, que des accompagnateurs.

LA PAUVRETÉ, UNE QUESTION DE PRIVATION

Même la pauvreté nommée très

laidement « pauvreté générationnelle » a commencé un jour, s'est installée beaucoup trop durablement, et piège désormais les familles fonctionnant dans des référents de survie qu'elles ont finis par intégrer. C'est intolérable dans une société riche comme la nôtre, disposant des moyens nécessaires à enrayer cette spirale.

La pauvreté est le résultat de la privation de l'accès aux ressources matérielles (le revenu, l'accès à des services publics gratuits...), immatérielles (le manque d'accès à la connaissance, notre enseignement qui produit de l'exclusion, le réseau relationnel...) et naturelles (l'environnement naturel, l'accès à l'énergie...).

Cet état de privation est plus ou moins important en fonction de la manière dont les politiques structurelles sont conçues et mises en œuvre au profit de tous ou non. Trop souvent celles-ci sont pensées pour des moyennes. Ensuite sont mises en place des politiques sociales « réparatrices » pour les personnes qui passent entre les mailles du filet ! Cela se joue partout, et tout le temps : logement, enseignement, politique de la petite enfance, services aux personnes, énergie... Le système entraîne presque naturellement la création de « la dépendance/assistance » comme un des secteurs de l'organisation de la société, donc un rouage du fonctionnement du système.

La politique sociale structurelle est ainsi détournée de son réel objet de départ ; l'assistance prend une proportion surdimensionnée, jouant littéralement la fonction de « camion-balai » des politiques structurelles déficientes. Ainsi les personnes deviennent-elles le problème, davantage objets de travail que sujets citoyens



ayant accès à des droits.

Comment qualifier le nombre de « rendez-vous ratés » entre le citoyen et l'organisation collective mise en place par l'autorité publique à travers les politiques structurelles et la sécurité sociale, le nombre de rendez-vous ratés dans le cadre des « filets de sécurité » de l'assistance sociale, de ces ratages qui font que des personnes en soient à un tel point de rupture de confiance qu'elles ne se sentent plus en sécurité qu'avec elles-mêmes, sur un carton dans la rue, allant jusqu'à refuser de l'aide aux moments les plus dangereux de leur existence ? Si ces échecs ne vont heureusement pas tous jusqu'à cette extrémité, ils sont toutefois très nombreux à avoir des conséquences aux coûts humains, matériels et financiers considérables.

C'est donc dans la construction d'un équilibre sérieux entre une sécurité sociale de droit forte, la mise en place de politiques structurelles conçues dès le départ au profit de tous les citoyens, dont une politique sociale à sa juste place, que se trouve la responsabilité de ceux qui ont souhaité accéder au pouvoir, tout au moins s'ils ont l'ambition d'arrêter de produire de la pauvreté, et d'éradiquer celle qui existe.

LA RESPONSABILISATION À TOUS LES NIVEAUX

Dans tous les discours, les dispositifs, les textes officiels se retrouvent comme un credo, les termes responsabilité, responsabilisation, responsabilité sociale. « Il faut responsabiliser ! » En particulier, il faut responsabiliser le chômeur, le jeune, la mère de famille... car ils ne le seraient pas. Il faut responsabiliser les associations, les équipes, même les

DERRIÈRE LES CHIFFRES, LES GENS (2) “Les convocations, quel stress!”

Au début, mon parcours c'était un contrat d'apprentissage en horticulture. J'ai raté, donc j'ai voulu m'inscrire au chômage. À ce moment, ils m'ont annoncé que je n'y avais pas droit, car je n'avais jamais suivi un cycle d'école : je partais chaque fois avant la fin. J'avais droit à trouver des droits en faisant un système d'Awiph, ou je ne sais pas bien trop quoi : si je fais ça pendant un an, je récupère le droit au chômage. Mais je dois trouver un patron. Pour finir, j'ai fait cela pendant deux ans, et j'ai retrouvé mes droits.

Je me suis dit : je vais aller habiter Bruxelles ; là-bas, je trouverai un boulot. J'ai trouvé réassortisseur dans un grand magasin. J'y ai travaillé pendant 6 mois. Ils n'arrêtaient pas de me faire croire qu'ils allaient me re-signer un contrat. Mais la deuxième fois, ils ne l'ont plus fait : ils ont pris un étudiant à la place. J'ai aussi travaillé chez un artisan en viandes pendant tout l'été : faire du lard fumé, couper les poireaux pour les brochages... Pour finir, j'en ai eu trop marre de travailler dans ce froid. Et là, comme mon cousin était en formation soudure, et que je le voyais chaque fois rentrer content, je me suis dit : « Oui, ça a l'air génial. Il faut que je trouve ma voie. Je devrais faire ça aussi ». Je l'ai fait pendant 3 ou 4 mois, et ça n'a pas fonctionné.

Puis je suis arrivé dans la formation informatique dans l'OISP. Là, ça se passait vraiment comme je voulais. On apprenait des chouettes trucs, vraiment. J'étais content d'être dans cette formation.

Le dernier stage de formation que j'ai fait en informatique, c'était dans un petit atelier pour un petit magasin cool. Ils avaient promis de m'engager. Ils ne l'ont pas fait. De nouveau des belles paroles, puis rien ! J'ai été très déçu. Depuis un an, je n'ai pas d'expérience de l'emploi.

Quand tu es au chômage, et que simplement tu dois appeler un employeur, tu n'as pas toujours les sous sur le téléphone. Tu mets 5 ou 10 euros en début de mois pour le téléphone, tu appelles deux fois : tu n'as déjà plus d'unités. Il y a des mois, pendant 15 jours je ne sais pas téléphoner. Ou même envoyer un courrier. Il faut un timbre, une enveloppe. On n'a pas toujours cela chez soi, et ça coûte. Tout le monde n'a pas un ordinateur pour envoyer des e-mails. Ça coûte des sous de chercher un emploi.

J'aimerais bien régler mes problèmes de santé, mais il faut faire chaque mois ce qu'on peut, quoi. Trouver un dentiste qui le fait sans t'arnaquer, ça devient rare. Pour tout cela, un jour chasse l'autre, comme on dit.

Pendant chacune de mes formations, j'ai été convoqué. À chaque fois, la petite lettre qui oblige à aller se présenter à l'Orbem, juste pour dire : « Je suis en formation ». On entend tout le temps des élèves : « J'ai été convoqué. Je dois aller me présenter ». Chaque fois rater un jour de formation, parce qu'ils ne savent pas se mettre d'accord !

J'ai peur d'être sanctionné. C'est vrai que ça me pend au nez. Lorsqu'on m'a engueulé de n'avoir pas été à un rendez-vous, j'ai vraiment eu peur. Qu'est-ce que j'avais fait de mal ? Juste rater un rendez-vous parce que soit on m'avait volé mon courrier chez moi, soit le facteur s'est planté et je ne l'ai pas reçu. Cela peut arriver quand même ! Et si maintenant, de nouveau je ne reçois pas une lettre et je ne vais pas au rendez-vous ? Je serai sanctionné, et je ne saurai même pas pourquoi ! Pour une lettre ! Cela fait vraiment peur ! Mais j'ai eu une expérience positive une fois : le type avait vu que je faisais de la formation et que je me bougeais un peu le cul. Du coup, il était plus sympa avec moi. Mais les fois d'avant, c'est comme s'il me mordait ! Parce qu'en plus, ce n'est plus l'Orbem. Maintenant, c'est Actiris : je suis passé un stade au-dessus ! Je suis convoqué encore ailleurs, je ne sais plus où. On nous convoque, on regarde un peu ce qu'on fait, depuis combien de temps on est au chômage. Pas de conseil, vraiment rien ! De toute façon, il n'y a pas de boulot pour l'instant : qu'est-ce qu'on peut y faire ?

Franchement, j'aimerais trouver un petit boulot dans un atelier d'informatique : monter, démonter, réparer les PC. Mon rêve est un peu dingue. Je ne suis pas très en forme pour le moment. Cette histoire d'être convoqué me stresse. J'aimerais bien un peu sortir du tunnel. ■ MANU

Qui peut croire que les personnes qui doivent se battre de cette façon ont envie d'avoir recours à toute cette débrouille ?

► entités fédérées a-t-on entendu¹.

Ils font le mieux qu'ils peuvent, avec les ressources matérielles, immatérielles et naturelles dont ils disposent. Ils font le mieux qu'ils peuvent, dans des prises de risques incessantes pour combler le déficit des politiques publiques en matière de logement, de non-gratuité scolaire, de reve-

nus trop bas par rapport au coût de la vie, d'accès plus que réduit à des services tels que l'accueil de la petite-enfance... Ils font le mieux qu'ils peuvent pour exister et donner sens à leur vie dans une société qui a « vendu son âme » au capitalisme sauvage broyeur des personnes.

D'aucuns considèrent sans

sourciller que la personne qui dispose de si peu de moyens, outre la lutte quotidienne pour subvenir aux besoins de base, devrait ne pas être tentée par la société consumériste, ne pas craquer pour un désir superflu, dire toujours « non » à ses enfants, se passer de toutes compensations, étouffer dans l'œuf des rêves rapidement considérés comme trop ambitieux, aller toujours quémander les bonnes aides aux bons moments dans les bons endroits, « devenir secrétaire de sa propre vie » pour justifier en permanence son « état d'indigence pour bénéficier d'aide », toujours bien compter car tout écart est une erreur ! Bref, les personnes pauvres sont sommées de faire fi de « tous les affects, sentiments et faiblesses » avec lesquels pour-tant tout humain se débat au quotidien. Les personnes vivant la pauvreté sont soumises à un très grand niveau de pression : on leur demande pratiquement d'incarner « l'idéal-type » du « citoyen parfait », et on les place sous surveillance au nom de : « la société aide » !

POUR VIVRE, LES GENS INVITENT, PRENNENT DES RISQUES

La débrouille repose très souvent sur un bon sens de survie immédiate, entrant en contradiction avec les réglementations en vigueur. Les gens savent cela, ils ne cherchent pas particulièrement à être « à côté des règles »,

DERRIÈRE LES CHIFFRES, LES GENS (3) “J'espère pouvoir y arriver”

J'ai fait sept années d'études en secrétariat-travaux de bureau. Puis j'ai travaillé un an dans une banque, en contrat à durée déterminée. Puis j'ai fait 3 mois dans une société d'assurances. Ensuite, j'ai travaillé comme femme de ménage à l'ALE, car je m'occupais de ma maman qui était malade. Puis j'ai dû arrêter parce que j'avais des problèmes de dos. On m'a dit de passer dans les titres-services, mais ce n'était pas possible : il y avait trop d'heures pour moi, vu mon mal de dos et ma maman.

Alors, j'ai commencé à faire des formations. De la remise à niveau en français et en maths. Il faut se remettre dans le bain, parce qu'on oublie l'orthographe et tout ça.

Ensuite, j'ai fait une formation « assistante logistique ». Là, par contre, j'ai raté. Je me suis aperçue que ça ne me convenait pas du tout. Je n'ai pas osé mettre fin à cette formation que je n'aimais pas. Est-ce qu'on peut interrompre ainsi ? Qu'est-ce que je vais faire à la place ?

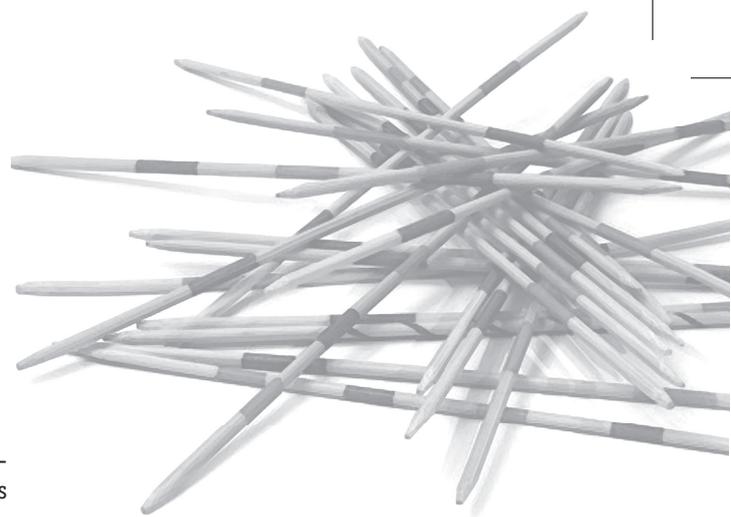
Puis je suis venue à l'OISP, ici, qui se termine la semaine prochaine. Pour l'instant, ça se passe bien. J'ai appris beaucoup de choses. Notamment, j'ai appris à être plus sûre de moi. Je ne l'étais pas du tout. Ici, cette formation c'est pour faire une autre formation après ou pour trouver du travail. Ça dépend des personnes. Moi, c'est plutôt pour faire une autre formation, en bureautique, pour avoir un peu plus d'expérience. Et puis aussi en langue.

J'ai des soucis d'argent, comme à peu près tout le monde. C'est pas évident. J'ai été au Carrefour Formation. Là, c'est vrai, on peut utiliser l'ordinateur, le fax, le téléphone. Mais si tu veux envoyer une lettre classique, on ne te donne ni l'enveloppe, ni le timbre. On ne peut faire qu'avec ce qu'ils offrent. Mais si tu as des problèmes d'argent, il n'y aura rien de plus. Je n'ai pas d'ordinateur chez moi. Je suis bien obligée d'aller au Carrefour Formation. J'y vais à pied, parce qu'en bus ce n'est pas possible : c'est trop cher, on ne nous rembourse pas.

Quelques mois après mon arrêt à l'ALE, j'ai reçu une lettre de l'Onem, qui disait que j'étais convoquée, que je devais venir avec mes preuves de recherches d'emploi. Donc je suis allée, et ça va, je suis tombée sur une gentille. Parce qu'il paraît qu'il y en a des dures ! Mais pour moi, ça s'est bien passé. Et puis j'avais une petite formation à faire valoir. Elle m'a dit que je devais rencontrer une conseillère du Forem, pour avoir un petit contrat. Et aussi chaque mois écrire 3 lettres spontanées de motivation à des entreprises et répondre à 3 offres d'emplois. C'est vrai que ce passage à l'Onem, ça booste quand même. On est obligé de bouger, un peu plus qu'écrire de temps en temps une lettre ou deux.

Demain ? J'espère simplement pouvoir y arriver : trouver du travail. ■ FRANCINE

1 Il n'est bien sûr pas question de dire que la responsabilisation n'est pas importante. Pour autant, il n'est pas acceptable qu'un *a priori* s'insinue qui laisse entendre que des populations entières ne sont pas « responsables » ! C'est une agression brutale, et malheureusement permanente, qui, en rien, n'engage à la nécessaire confiance entre le citoyen et les responsables publics.



ils cherchent simplement à s'en tirer dans la vie.

Lorsque des personnes trouvent une solution à l'insuffisance de logement accessible, en s'éloignant du marché locatif privé trop cher, et parce qu'il n'y a pas assez de logements sociaux, elles vont pratiquer l'auto-construction au sein de campings/parcs résidentiels/squats : elles vont se trouver confrontées aux réglementations qui feront d'elles « des personnes en défaut ».

Lorsque des parents inventent des manières d'éviter les contacts avec l'école par peur de devoir assumer des frais trop élevés pour eux, dans un contexte où la gratuité scolaire est pourtant prévue dans la constitution, ils seront qualifiés de parents peu intéressés par la scolarité de leur enfant.

Lorsqu'un couple s'organise pour bénéficier de deux allocations sociales complètes à travers deux adresses domiciliaires différentes, il sera taxé de fraudeur social, alors que les revenus de remplacement (et parfois du travail) sont insuffisants à pouvoir mener une vie simplement correcte.

Qui peut croire que les personnes qui doivent se battre de cette façon ont envie d'avoir recours à toute cette débrouille ? Le stress, la peur, l'insécurité finit par intégrer le quotidien : c'est lourd de conséquences, tant au plan moral qu'aux plans physique et familial.

Tout au contraire, les personnes ont la profonde envie d'être considérées comme citoyens ; elles sont désireuses de vivre dans un état de droit au sein duquel leurs paroles obtiennent une place en sorte que toutes leurs inventions dont témoigne la débrouille puissent être considérées comme des atouts, au moins potentiels, plutôt que comme des fautes par rapport à un système qui n'offre de toute façon plus les réponses adéquates. Il est légitime de se demander si des propositions innovantes émanant de populations faibles, pauvres, sont prises en considération par les autorités publiques dont on a l'impression qu'elles savent mieux que les intéressées ce qui est bon pour elles.

ET S'IL Y AVAIT CARENCE DE RESPONSABILITÉ AILLEURS ?

La population est constamment soumise à des injonctions paradoxales de la part des pouvoirs publics, injonctions qui confinent à une forme de mal- ►

DERRIÈRE LES CHIFFRES, LES GENS (4) Une foule de petits points à passer

Mon parcours scolaire commence avec des primaires et secondaires abouties, sans trop me poser de questions, avec déjà le choix dans le secondaire d'aller dans le domaine artistique. La meilleure façon de continuer, c'était de faire un peu de supérieur. Mais je ne savais pas trop où aller, à part « option artistique ». Je me suis dirigé vers Saint Luc. J'ai eu des difficultés à terminer ma première. J'ai eu plus de difficultés encore à terminer ma deuxième. Tellement de difficultés que j'ai dû faire une deuxième deuxième... qui n'a pas abouti non plus. Je ne pouvais pas faire une troisième deuxième dans la même école. J'ai donc tout recommencé dans une autre école, à partir de la première année, en graphisme. Au bout de 6 mois, je me suis aperçu que je n'avais plus l'âge, ou plus l'envie de commencer ce quelque chose de nouveau.

Je me suis dit qu'avec mes divers acquis, je pouvais probablement travailler un peu pour moi, en collaboration avec des gens, et dans le but de trouver un contrat, mais un peu en mode « free style ».

Mauvaise idée. Après quelque temps, j'ai pris conscience que ma recherche d'emploi n'avancait pas. Je ne trouvais pas de boulot. Je me suis dit : « Il faut que je me rattache à une formation qui soit liée à ce que j'ai fait avant ». C'est ainsi que je suis arrivé en PAO (publication assistée par ordinateur). On m'a par hasard parlé d'un cours à Court-Saint-Etienne. C'était une formation d'un an. J'ai trouvé cela très bien, après autant de temps de chômage. Cela permet de se repositionner, par rapport à soi, par rapport à un secteur qu'on a envie d'aborder. Une durée de 2 ou 3 mois n'aurait pas été suffisante.

J'ai eu la possibilité de collaborer avec des gens, mais toujours sous la table, en noir. J'avais l'espoir qu'à un moment un vrai contrat arriverait, même à temps partiel, mais il n'y a jamais rien eu.

Pour l'instant, j'ai l'impression que je fais du concret, que je me dirige plus vers l'emploi, grâce à la formation et le contact, que si je devais avancer tout seul. Dans la formation, on est coaché pour trouver un emploi, et avoir les bons outils pour « se vendre » : préparer un bon CV, les interviews, ce genre de choses qu'on ne sait pas faire seul. Qu'on ne sait pas non plus faire avec un conseiller Onem. Car, si on n'a pas un rapport privilégié avec une personne, par peur, on ne fait pas tout complètement. Ici, c'est bien : on rencontre des gens avec qui on a des affinités, on travaille vraiment sur nos problèmes. Par exemple, faire un CV, ça remet en question, par rapport à sa fainéantise, ou par rapport à ses peurs. Peur de quoi, dans le fond ? En tout cas, c'est important d'être soutenu.

Comme je devais faire le trajet Bruxelles-Court-Saint-Etienne, et que ce n'est pas la porte à côté, je me posais beaucoup de questions : combien cela allait-il me coûter ? Mais le contrat avec l'OISP prévoit le remboursement des frais de transport, ça, c'est très bien. En plus, on reçoit une prime de formation.

La première fois que j'ai été contrôlé par l'Onem, c'était en 2005. Normalement, c'est tous les ans tant qu'on répond à certaines conditions pour pouvoir être au chômage. Par rapport à l'époque d'avant, où il n'y avait pas de contrôle, ça a été un changement. Maintenant, ma pensée a évolué. Comme les interviews à l'Onem sont une fois l'an, à la limite on a juste peur un jour par an ! À un moment donné, j'ai presque souhaité que l'Onem me sanctionne : je ne faisais que le minimum et ça passait ! J'avais droit au papier qui disait « on se reverra dans un an ». Quand je sortais de là, ça me faisait plaisir. Mais passé 15 jours, je me disais : « Mince. Un an encore de passé. Il faudrait vraiment que je ne fasse rien du tout pour être sanctionné ». Je n'avais plus envie d'attendre la proximité des rendez-vous avec l'Onem pour me bouger.

Entre là où je suis maintenant et l'emploi, c'est pas direct. Il y a une foule de petits points à passer. Arriver à l'emploi, ce n'est pas du tout linéaire, comme je pensais avant. ■ JÉRÔME

Il n'est pas tolérable que la créativité, l'inventivité, le dynamisme de certains soient uniquement investis dans la gestion de la matérialité du quotidien pour subvenir aux besoins de base.

► **traïtance** : les politiques structurelles n'offrent plus les réponses nécessaires à toute la collectivité, en particulier aux plus pauvres, mais l'autorité publique sanctionne néanmoins les prises d'initiatives des citoyens qui inventent les solutions permettant de palier le déficit.

Que dire des sociétés qui produisent des bénéfices très importants et payent un minimum d'impôts, de l'exploitation par le démantèlement des conditions de travail, de la privatisation de secteurs entiers de la société (dont par ailleurs on peut faire aujourd'hui le constat qu'il s'agit d'un dramatique échec pour les populations mais d'une pleine réussite pour les actionnaires), de la fiscalité organisée au profit des nantis, des risques que porte l'écologie capitaliste? N'y a-t-il pas irresponsabilité massive du monde politique dans ses prises de décisions, dans sa difficulté à juguler l'hémorragie, dans cette non-redistribution des richesses?

S'il faut des exigences, ayons-en avec toutes les parties! Il est légitime que certaines soient plus que d'autres mises à contribution!

LES TRAVAILLEURS « DU SOCIAL » DANS LA MÊME TOURMENTE

Force est de constater que si les populations pauvres ne sont pas épargnées par un système qui les utilise massivement, le mal-être des travailleurs du social va croissant.

Régulièrement pris dans des contradictions qui les conduisent à sanctionner des personnes qu'elles voient pourtant s'en sortir entre autre grâce à leur débrouillardise, les intervenants sociaux sont confrontés à une perte de sens majeur.

La conditionnalité des droits

conduit à passer d'un rôle d'accompagnateur à un rôle de contrôleur.

Les conditions de travail parfois précaires dans lesquelles ils se trouvent les conduisent à intégrer les règles d'une vision politique à laquelle ils n'adhèrent pas nécessairement.

La déficience des politiques structurelles renvoie les difficultés sur les personnes. Ce sont les personnes qui deviennent le problème. Ainsi des assistants sociaux deviennent-ils les pseudo-gestionnaires de l'énergie, du logement, de la culture... pour des populations considérées en déficience avec cela. Le désapppointement est réel dans une partie de la profession, de plus en plus consciente qu'il ne s'agit que d'emplâtres sur des jambes de bois.

QUESTIONNER LES AUTRES MÉTIERS ?

Il existe une multitude de professions à impact direct sur la réduction de la pauvreté : celles de l'enseignement, l'énergie, la construction, l'architecture, la culture, la santé...

Comment investir dans les formations des futurs travailleurs de ces métiers, ainsi que sur le cadre de l'exercice des métiers (guichets de l'énergie, écoles, bibliothèque...), en sorte que ces travailleurs soient mis en capacité de réaliser leurs missions avec l'entièreté de la population, dans ses diverses composantes culturelles/socioculturelles? Au besoin, n'hésitons pas à intégrer des travailleurs du social dans les autres équipes de travail, en sorte qu'ils puissent y être des facilitateurs relationnels.

Cela modifierait de façon fondamentale la manière d'aborder la population : il ne s'agirait plus d'inclure certains, mais de pou-

voir d'emblée travailler avec tout le monde. Les choses ne seraient plus traitées comme problèmes mais comme réalités à cogérer avec les personnes, qui, par le fait même, en deviendraient des partenaires. Le travail social prendrait toute sa place au titre de facilitateur de la vie en collectivité.

Les travailleurs des CPAS retrouveraient le temps indispensable à un réel accompagnement des personnes qui en ont réellement besoin, bousculées qu'elles sont par de graves accidents de la vie. D'autres travailleurs sociaux pourraient quant à eux s'engager dans des fonctions sociétales de dynamisations individuelles et collectives de quartiers, de villages, centrées sur la construction d'une collectivité au sein de laquelle la cohésion sociale s'instaurerait naturellement.

SIMPLICITÉ VOLONTAIREMENT IMPOSÉE

Pour chacun, la vie devrait être une traversée de sens, de bien-être, de projection dans l'avenir.

Il n'est pas tolérable que la créativité, l'inventivité, le dynamisme de certains soient uniquement investis dans la gestion de la matérialité du quotidien pour subvenir aux besoins de base. Cette simplicité volontairement imposée, faites de privation et d'autocensure permanente, empêche de se projeter dans la vie avec un minimum de sérénité. Elle réduit les potentiels, tue les rêves, confine à des états dépressifs paradoxalement qualifiés de survie. Une collectivité qui accepte cela, qui a intégré cela dans le système, se prive de ressources humaines fortes et se résigne à organiser la gestion de la pauvreté.

Quelle violence pour ces personnes, qui s'entendent perpé-



tuellement dire qu'il faut être dynamique, créatif, mobile, innovant... alors qu'elles « bouffent » tant de leur créativité et inventivité pour résoudre les innombrables problèmes du quotidien ! Cela tue, révolte, anéantit ; au mieux engage vers un militantisme de dénonciation.

Traverser un moment difficile dans la vie, mais voir des perspectives de solution et le bout du tunnel n'est déjà pas simple même lorsqu'on est doté de ressources diverses. Traverser des mois durant, des années durant, la vie durant l'obligation de « citoyenneté parfaite », sans erreur, dans la privation et l'autocensure, est totalement destructeur.

UN SYSTÈME À MAUDIRE AU NOM DE LA CIVILISATION

En guise de conclusion, permettez-moi de faire cet ajout émanant d'un échange entre José Fontaine et moi-même : *« Le poète Rilke disait déjà que ce qui coûte dans une société ce ne sont pas les pauvres (au contraire, ils rapportent et même rapportent énormément), mais bien les riches. Ce qui ne veut pas dire que l'on serait contre la valeur de ceux qui cherchent, entreprennent, créent, travaillent à fond même aussi dans leur intérêt. Castoriadis a dit que trois figures deviennent improbables avec le néolibéralisme : le fonctionnaire zélé, l'instituteur dévoué et l'entrepreneur fier de créer des emplois et de contribuer au bien commun. La figure des pauvres écrasés et des travailleurs exploités, au contraire, s'élargit dans ce système qu'il faut maudire au nom de la civilisation ! Il ne faut pas oublier que pour certains penseurs néolibéraux le but de la société n'est pas le bonheur commun. »* ■

DERRIÈRE LES CHIFFRES, LES GENS (5)

Se former, être autodidacte, se mettre à jour

Je suis fille d'immigrés marocains. Mon père est arrivé dans les années soixante, avec un contrat en poche. Je suis née en Belgique. À la fin de mes primaires, j'ai été mal aiguillée. On m'a conseillé les sciences, mais ça ne m'a pas plu. Alors j'ai essayé d'autres choses : d'abord la « vente-publicité-étalage », puis « travaux de bureau ». Mais j'ai décroché.

J'ai alors eu ma première fille, à l'âge de 20 ans. Après quelque temps, j'ai travaillé dans la restauration, puis comme femme de chambre dans des hôtels. Je me suis dit que je ne pouvais pas faire ça toute ma vie, mais en même temps, il fallait bien que j'aie de quoi élever ma fille.

À partir de ce moment, chaque fois que j'ai suivi une formation, ça a été une décision de moi-même. J'ai ainsi suivi une formation de technicienne informatique dans une association. À ce moment, j'étais seule avec trois enfants. Suite à cette formation, j'ai pu obtenir un travail d'une durée de 6 mois. C'est dommage, j'aurais préféré à durée indéterminée. J'aurais alors pu continuer à travailler dans le domaine et y acquérir de l'expérience.

Depuis lors, j'ai eu deux autres enfants. Maintenant qu'ils sont en âge scolaire, je me suis réinscrite en formation dans une association, en PAO. J'espère que quand j'aurai terminé, je pourrai être plus à l'aise pour les entretiens d'embauche. En tout cas, je continuerai à aller au Forem, écrire des lettres de motivation. Je chercherai sur internet.

J'espère, mais je suis assez lucide. Je pense que je n'ai pas assez de bagage pour trouver de l'emploi directement. En plus, si je veux travailler dans la Région de Bruxelles, il va me falloir le néerlandais. Donc, il faudra continuer à se former, en autodidacte, être curieuse, se mettre à jour. Tout ça, j'en ai bien conscience.

Quand j'ai commencé la formation, ça n'a pas été facile. Il y a toute une organisation à mettre en place : les enfants, les trajets, les garderies, revenir, enfin... toutes les mamans savent cela. Le soir, il est 20h30-21h quand on peut commencer à penser un petit peu à soi. C'est très important aussi, sinon on devient folle.

Quand on ne travaille pas et qu'on est un peu isolée avec ses enfants, on ne mène pas la vie des autres, de ceux qui travaillent, qui ont des choses à dire, à raconter. On ne devient pas associable, mais on n'a plus vraiment de vie sociale. On envie les gens qui travaillent, qui ont une vie sociale « normale ». Avec les mois, les années qui passent, on a l'impression de tourner en rond. On sait bien qu'il n'y a pas de travail pour tout le monde, mais on a envie d'en être.

Un jour, l'Onem m'a convoquée, et m'a demandé pourquoi je ne cherchais pas du travail. Moi, j'avais des enfants qui n'étaient pas en âge scolaire, et à Bruxelles, c'est très très difficile de trouver une place en crèche. On m'a carrément envoyé : « Écoutez, c'est à vous de vous débrouiller. Il faut absolument trouver une gardienne, du travail, sinon vous allez être exclue du chômage ». Cela m'a quand même effrayée. Je n'ai pas l'impression d'avoir été entendue, écoutée, bien au contraire. Quand on nous parle de sanction, ça fait peur. Ça fait réfléchir aussi. Mais on reste face à soi-même, et face aux problèmes qu'on connaît déjà fort bien.

Par contre, le contact avec le Forem m'a aidée, car j'avais devant moi une personne qui avait établi un dossier. J'existais un peu, quoi.

La peur d'être sanctionnée me paralyse, mais aussi me booste par moments.

J'aime bien la formation que je fais en ce moment. Elle me donne de l'assurance, elle me va très bien.

S'il n'y avait qu'une seule chose à améliorer, ce serait les crèches. L'insuffisance est un terrible frein, surtout pour les femmes et hommes seuls avec enfants. ■ **FATIMA**